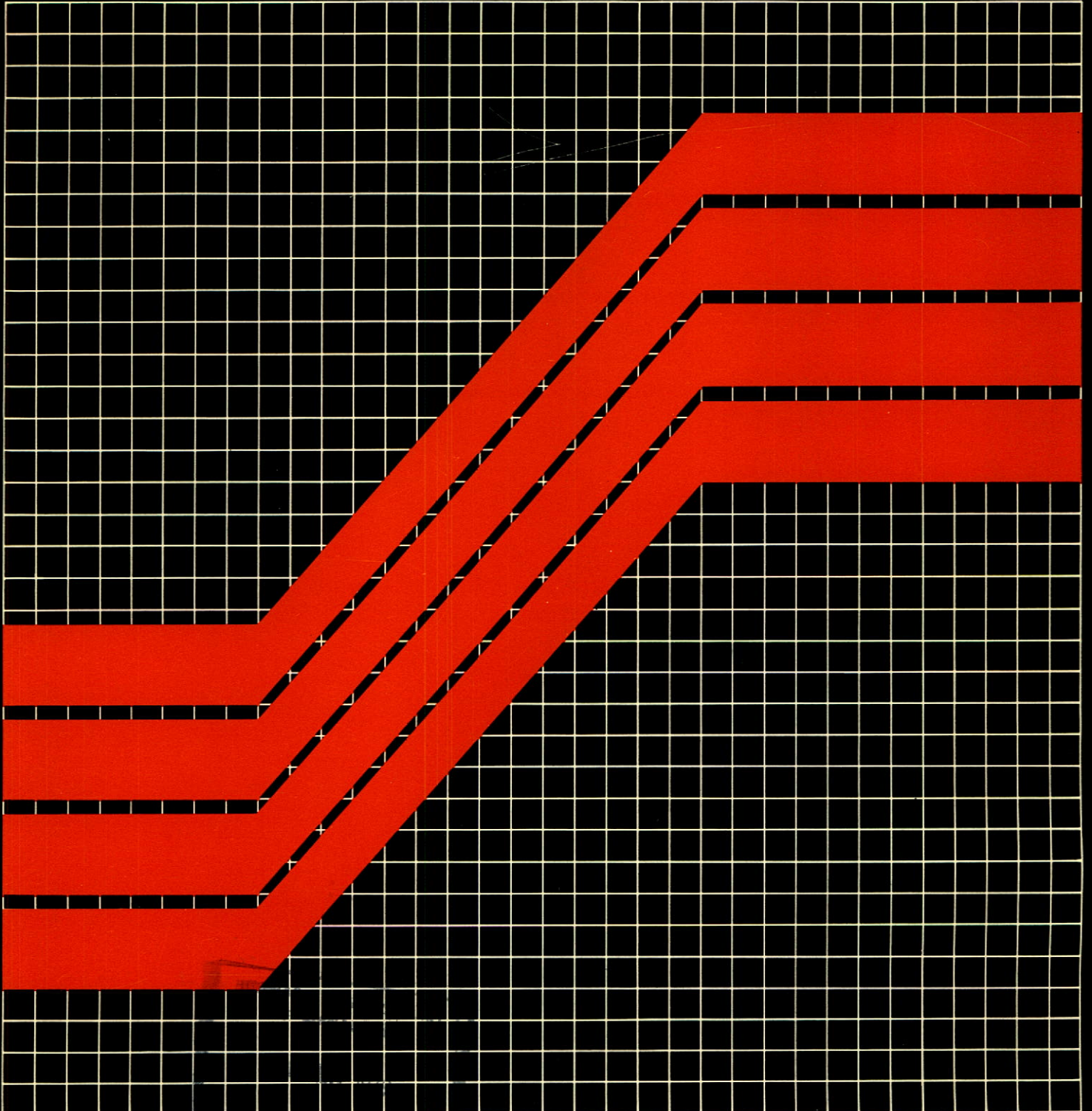




**crédit industriel  
desjardins inc.**

**RAPPORT ANNUEL 1977**







# CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

## Faits saillants de 1977

	1977	1976	Accroissement
Actif total	\$44,572,711	\$28,091,168	59%
Prêts consentis et acceptés	\$26,103,000	\$16,178,000	61%
Dette à long terme	\$25,000,000	\$15,000,000	67%
Revenus bruts d'exploitation	\$ 4,682,200	\$ 2,636,884	78%
Dépenses d'intérêts en % des revenus ci-dessus	\$ 2,396,985 51%	\$ 1,003,835 38%	139%
Autres dépenses en % des revenus ci-dessus	\$ 1,187,523 25%	\$ 976,380 37%	22%
Bénéfice net en % des revenus ci-dessus	\$ 571,692 12%	\$ 341,669 13%	67%
Rendement du capital investi	5.07%	2.92%	74%

## Table des matières

Message du président	2
Commentaires du vice-président exécutif	4
Rapport des vérificateurs	8
Bilan	9
État de bénéfice	10
État des bénéfices non répartis	10
État de l'évolution de l'actif relatif au financement	11
Notes aux états financiers	12
Diversification des actifs	
Répartition par activité économique	14
Répartition géographique	15
Conseil d'administration et membres de la direction	16





L'année 1977 a clairement constitué une étape majeure dans le court historique de la compagnie. Après cette seconde année complète d'activités, les résultats démontrent un essor grandissant qui place désormais la compagnie dans une perspective intéressante au sein de l'industrie du financement à terme.

La période écoulée a été caractérisée par une détermination, à tous les paliers de la compagnie, à atteindre les objectifs que nous nous étions fixés pour l'année et qui avaient été qualifiés d'audacieux par certains, compte tenu de la conjoncture économique jugée difficile. Le manque de vigueur de l'économie a intensifié la concurrence existant dans notre sphère d'activités, puisque toute croissance économique faible a pour effet immédiat d'amoindrir la demande pour les services dispensés par la compagnie. De plus, un climat économique incertain incite les dirigeants d'entreprise à retarder la

réalisation de projets d'expansion ou de modernisation et conséquemment cette attitude provoque un ralentissement de la demande pour nos services. Cependant, grâce à une approche agressive, mais réaliste, nous avons obtenu des résultats remarquables.

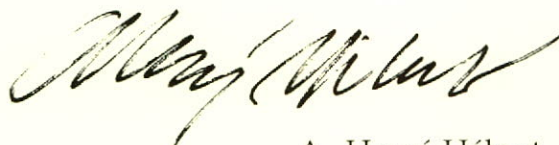
Au cours de l'année 1977, nous avons continué à recourir au marché public de capitaux. Cette pratique s'est avérée judicieuse, compte tenu de l'excellent accueil réservé aux titres de la compagnie et de la confiance que nous portent les épargnants et les institutions financières.

En résumé, l'année 1977, lourde de tâches, a demandé un effort soutenu de la part des membres du conseil d'administration et un rendement exceptionnel de tout notre personnel. Je ne puis qu'être fier du dévouement dont tous ont fait preuve.

Certains changements sont intervenus au sein de notre conseil d'administration au cours de l'année écoulée. Qu'il me soit permis de souligner entre autres le départ de mon prédécesseur, M. Jean-Marie Ouellet, dont nous avons dû accepter à regret la démission en octobre dernier. La contribution qu'il nous a apportée par son expérience et son intérêt particulier pour la compagnie s'est avérée inestimable.

Au cours de l'exercice, il nous a fait plaisir d'accueillir au sein du conseil d'administration messieurs Denis Frenière, Paul Charbonneau, Raymond Blais et Pierre Goyette. De plus, M. Gilles Handfield, nommé vice-président exécutif de la compagnie, a été invité à se joindre au conseil d'administration.

Nous commençons l'année 1978 avec un optimisme modéré, compte tenu des comportements de l'économie depuis plusieurs trimestres et de l'absence de consensus sur la performance projetée dans nombre de secteurs économiques cette année. Cependant, forts d'une structure encore mieux établie à la base, d'une position bien consolidée sur le marché et d'une crédibilité démontrée, nous entendons contribuer plus efficacement encore à l'essor de notre clientèle et de notre entreprise.

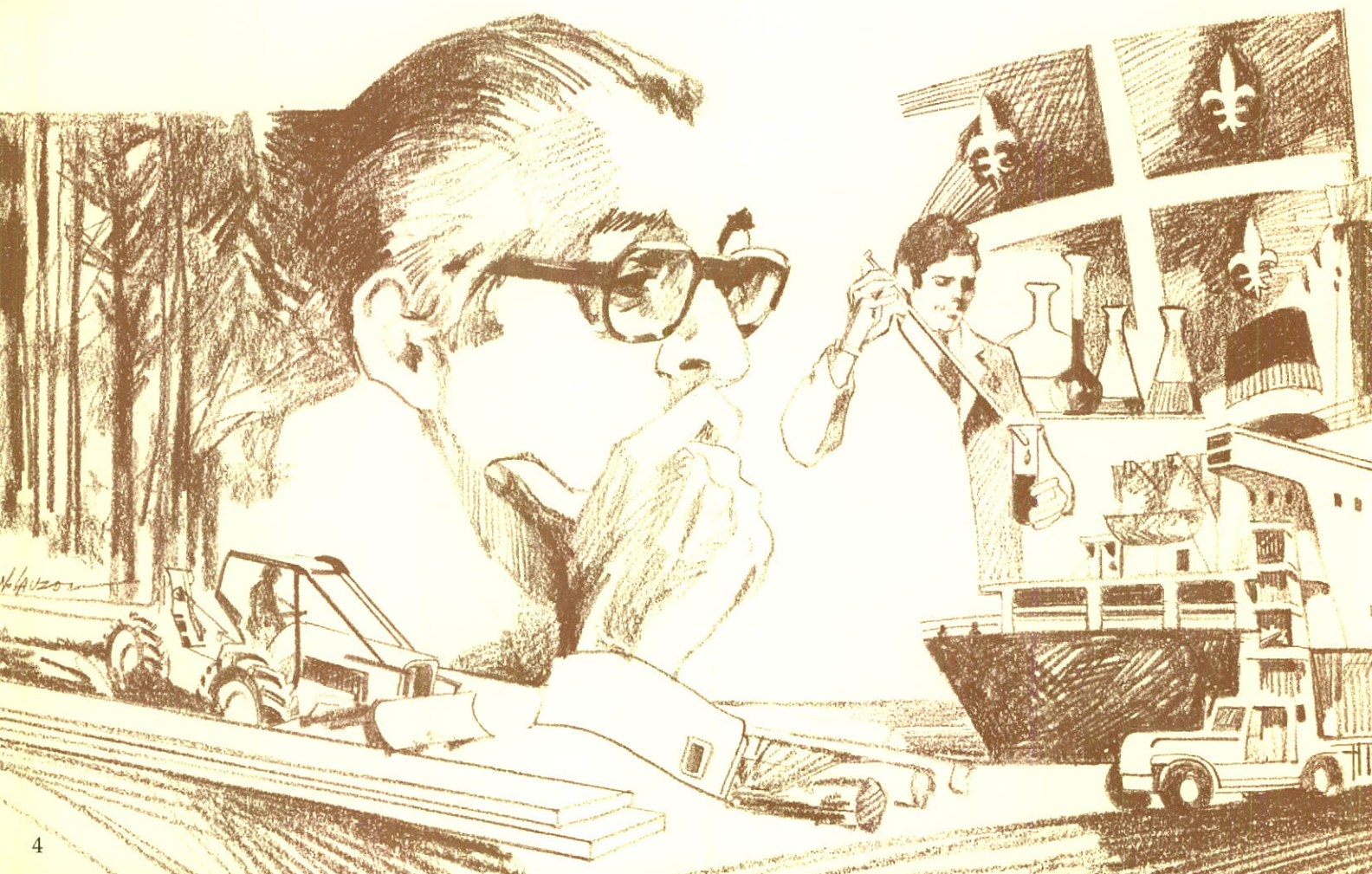


A.-Hervé Hébert



Dans ce commentaire sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 1977, je me dois tout d'abord de souligner le dévouement et la compétence de notre personnel qui est certes la raison du succès obtenu à ce jour. Grâce à cette équipe, notre présence grandissante dans l'industrie du financement industriel et commercial est la résultante d'un service personnalisé et d'une réponse réaliste aux requêtes des entrepreneurs et ce, depuis les tout débuts.

Il convient de noter que notre expansion s'est accomplie parallèlement au développement de notre organisation. Cette double performance, conforme d'ailleurs à notre planification, inculquera dorénavant à notre entreprise une nouvelle détermination. De plus, le désir de relever les défis, dont celui de conquérir rapidement une part significative du marché, a été marquant et les résultats témoignent de cette volonté collective, autant au niveau de la direction que de l'équipe d'exploitation de la compagnie.





La vocation de CID comme compagnie consiste à participer à l'essor des entreprises en mettant à leur disposition des ressources financières et ce faisant, la compagnie construit son portefeuille de prêts. Nous appliquons dans ce travail une politique précise de gestion de l'actif avec des critères de protection, de qualité, de diversité et de sélectivité.

Je vous invite à consulter les statistiques incluses dans ce rapport afin de constater la diversification de l'actif par secteur d'activités économiques, aussi bien que la ventilation géographique de notre portefeuille à travers le Québec.

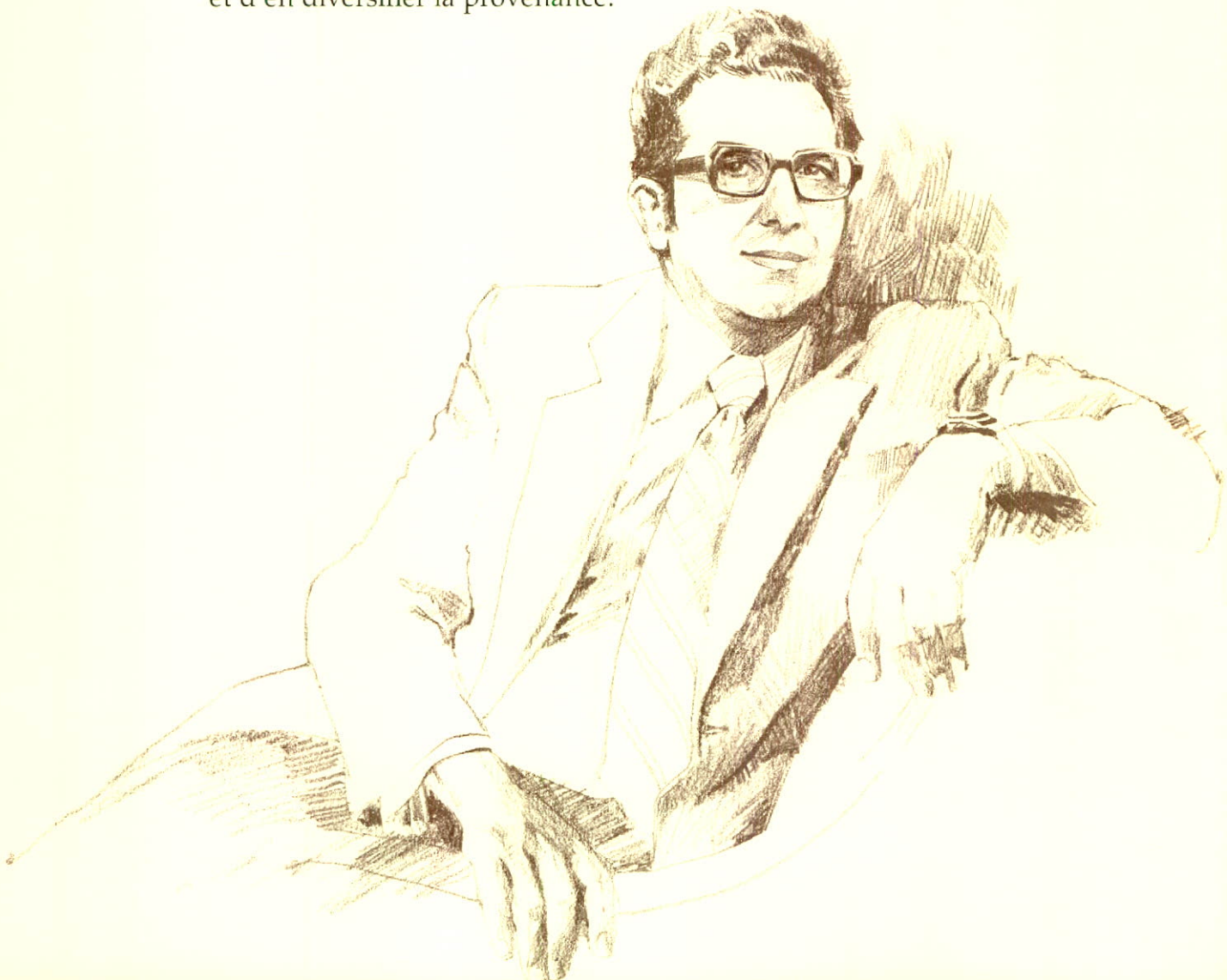
Au cours de l'année 1977 la concurrence a continué à s'intensifier puisqu'un plus grand nombre d'institutions financières se sont intéressées aux petites et moyennes entreprises qui constituent notre marché cible. Toutefois, un examen de notre volume de financements par rapport au nombre de succursales et d'employés nous indique une efficacité d'exploitation presque inégalée dans l'industrie. Compte tenu de la concurrence intensive, les résultats de 1977 n'en sont que plus significatifs et mettent en relief la qualité de notre organisation.





La gestion de notre passif requerra dorénavant une attention supplémentaire de la part de la direction. La faible croissance économique au plan domestique ainsi que les déboires récents des dollars canadien et américain ont bousculé et vont continuer d'affecter les taux d'intérêts sur les fonds requis par notre croissance. L'augmentation continue de nos besoins de capitaux, le fait que nos frais en intérêts dépassent maintenant la moitié de toutes nos dépenses et qu'ils sont appelés à constituer une partie grandissante de nos dépenses accentuent la nécessité pour nous de développer d'autres sources de fonds et d'en diversifier la provenance.

Au cours de 1977 nous nous sommes procuré sur le marché public canadien \$10 millions par la vente d'une deuxième émission de billets garantis et le 18 janvier 1978 nous nous engageons à vendre \$10 millions de débentures non garanties. Le bon accueil réservé aux titres de CID lors de cette deuxième et troisième incursion sur les marchés financiers dénote la confiance des investisseurs dans notre entreprise. La dernière émission permet à un moment opportun d'augmenter la capacité d'emprunt et de satisfaire en capital junior l'expansion du passif des prochaines années et au meilleur taux disponible.





En 1977, l'actif s'est accru de 59 pour cent pour atteindre plus de \$44 millions, reflétant en partie la progression de notre volume d'affaires en financement qui, lui, a dépassé les \$26 millions au cours de l'exercice. Les revenus bruts d'exploitation ont augmenté de 78 pour cent pour atteindre près de \$4,700,000. Cette majoration provient de l'accroissement du volume d'affaires et se traduit par une progression de 67 pour cent du bénéfice avant impôts sur le revenu qui atteint près de \$1,100,000.

Les dépenses en intérêts ont augmenté de 139 pour cent et représentent cette année 51 pour cent des revenus bruts d'exploitation contre 38 pour cent l'an dernier. Cette tendance est appelée à se poursuivre avec la part croissante que prendra la dette dans la capitalisation totale. Il convient de noter qu'avec l'augmentation du levier financier, le rendement sur le capital et sur l'avoir des actionnaires devrait bénéficier au cours du prochain exercice d'un redressement à la hausse.

Les dépenses autres que les intérêts ne se sont par contre accru que de 22 pour cent, ne représentant plus que 25 pour cent des revenus bruts d'exploitation par opposition à 37 pour cent l'an dernier, même si le volume des nouvelles affaires s'est accru de 61 pour cent. Ces derniers chiffres illustrent bien la haute productivité de l'équipe.

La provision pour pertes éventuelles a été majorée au cours de l'exercice d'une somme de \$241,548 pour atteindre \$640,674 ou 1.46 pour cent du portefeuille de prêts à terme et de crédit-bail. Notre vigueur à l'égard de la protection de nos prêts a jusqu'à

maintenant porté fruit, puisque après deux années complètes d'activités, aucune perte n'est encore enregistrée, ni n'est prévisible dans un avenir immédiat; les arrrages en fin d'exercice étaient à toute fin pratique inexistant.

Le bénéfice net de l'exercice affiche une hausse de 67 pour cent et totalise \$571,692 ou \$10.43 par action ordinaire.

Le 30 décembre dernier, CID versait à ses actionnaires un dividende de \$5.00 pour chacune de leurs 10,000 actions privilégiées; il s'agissait là du deuxième dividende en autant d'années d'existence.

En conclusion, cette deuxième année d'activités clôt une étape par d'excellents résultats. CID a pris pied dans son marché et fort de la préférence de nombreux entrepreneurs, CID est appelé à contribuer encore davantage à l'avenir à l'essor de notre économie. Cette réussite atteste le dynamisme de notre équipe, illustre et constitue le meilleur gage de crédibilité et de succès auprès des dirigeants de petites et moyennes entreprises.

C'est à la lumière de ces résultats que je vous invite à apprécier et c'est dans cet esprit que je vous convie à participer à notre développement.



Gilles Handfield



CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

## Rapport des vérificateurs

---

Aux actionnaires de  
Crédit Industriel Desjardins Inc.

Nous avons vérifié le bilan de Crédit Industriel Desjardins Inc. au 31 décembre 1977 ainsi que les états de bénéfice, des bénéfices non répartis et de l'évolution de l'actif relatif au financement pour l'exercice annuel terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la Compagnie, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 1977 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son actif relatif au financement pour l'exercice annuel terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Comptables agréés

Le 25 janvier 1978





CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.  
(Constituée en vertu de la loi des compagnies, Québec)

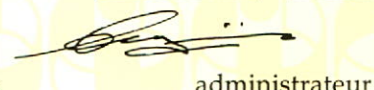
**Bilan**

31 décembre 1977

<b>Actif</b>	<u>1977</u>	<u>1976</u>
Prêts consentis et déboursés (note 2)	\$42,939,951	\$26,218,725
Montants à recevoir en vertu de contrats de location, déduction faite du revenu non gagné de \$621,920 (note 3)	1,003,141	729,625
Éléments d'actifs achetés en vertu d'engagements de location	—	47,207
Valeur résiduelle estimative des actifs en location	34,757	21,003
Intérêts courus à recevoir	465,684	276,025
	<u>44,443,533</u>	<u>27,292,585</u>
Provision pour pertes éventuelles	640,674	399,126
	<u>43,802,859</u>	<u>26,893,459</u>
Encaisse et effet à recevoir	14,471	701,964
Immobilisations, au coût, moins amortissement accumulé de \$50,916	65,789	—
Frais d'émission de la dette à long terme	674,554	490,752
Autres actifs	15,038	4,993
	<u>769,852</u>	<u>1,197,709</u>
	<u>\$44,572,711</u>	<u>\$28,091,168</u>
<b>Passif</b>		
Chèques en circulation	\$ 70,209	\$ 181,335
Emprunt bancaire	4,784,700	950,000
Comptes à payer et frais courus	172,589	242,408
Intérêts courus à payer	609,549	112,434
Impôts sur le revenu à payer	52,981	9,000
Avances de Société d'investissement Desjardins, compagnie-mère	1,600,000	—
Dette à long terme (note 4)	25,000,000	15,000,000
Impôts sur le revenu reportés	471,000	306,000
	<u>32,761,028</u>	<u>16,801,177</u>
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital-actions		
Autorisé:		
10,000 actions privilégiées, 5% non cumulatif, rachetables à la valeur nominale de \$100		
100,000 actions ordinaires, sans valeur nominale		
Émis et payé:		
10,000 actions privilégiées	1,000,000	1,000,000
50,000 actions ordinaires	10,000,000	10,000,000
Bénéfices non répartis	811,683	289,991
	<u>11,811,683</u>	<u>11,289,991</u>
	<u>\$44,572,711</u>	<u>\$28,091,168</u>

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

  
administrateur

  
administrateur



## CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

### État de bénéfice

Exercice annuel terminé le 31 décembre 1977

	<u>1977</u>	<u>1976</u>
REVENUS BRUTS D'EXPLOITATION	<u>\$4,682,200</u>	<u>\$2,636,884</u>
DÉPENSES		
Intérêts sur emprunts à long terme	2,113,738	44,652
Intérêts sur emprunts à court terme	283,247	959,183
Provision pour pertes éventuelles	241,548	399,126
Salaires, avantages sociaux	486,543	295,666
Frais de gestion	22,044	111,933
Amortissement des immobilisations	50,916	—
Autres frais	386,472	169,655
	<u>3,584,508</u>	<u>1,980,215</u>
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LE REVENU	<u>1,097,692</u>	<u>656,669</u>
Impôts sur le revenu		
Exigibles	361,000	9,000
Reportés	165,000	306,000
	<u>526,000</u>	<u>315,000</u>
BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE	<u>\$ 571,692</u>	<u>\$ 341,669</u>

### État des bénéfices non répartis

Exercice annuel terminé le 31 décembre 1977

	<u>1977</u>	<u>1976</u>
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS (DÉFICIT) AU DÉBUT	<u>\$ 289,991</u>	<u>\$ (1,678)</u>
Bénéfice net de l'exercice	<u>571,692</u>	<u>341,669</u>
Dividendes — actions privilégiées	<u>861,683</u>	<u>339,991</u>
	<u>50,000</u>	<u>50,000</u>
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN	<u>\$ 811,683</u>	<u>\$ 289,991</u>





CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

État de l'évolution de l'actif relatif au financement

Exercice annuel terminé le 31 décembre 1977

	<u>1977</u>	<u>1976</u>
<b>AUGMENTATION NETTE DE L'ACTIF RELATIF AU FINANCEMENT</b>		
Prêts à terme	\$16,910,885	\$26,494,750
Location	240,063	766,893
	<u>17,150,948</u>	<u>27,261,643</u>
Provision pour pertes éventuelles	241,548	399,126
	<u>\$16,909,400</u>	<u>\$26,862,517</u>
<b>PROVENANCE DE L'ACTIF RELATIF AU FINANCEMENT</b>		
Bénéfice net de l'exercice	\$ 571,692	\$ 341,669
Postes n'affectant pas l'actif relatif au financement		
Amortissement des immobilisations	50,916	—
Amortissement des frais d'émission de la dette à long terme	97,162	2,135
Impôts sur le revenu reportés	<u>165,000</u>	<u>306,000</u>
	884,770	649,804
Dividendes versés	<u>50,000</u>	<u>50,000</u>
	834,770	599,804
Augmentation nette de la dette		
Emprunt bancaire	3,834,700	950,000
Avances de Société d'investissement Desjardins, compagnie-mère	1,600,000	—
Émission de la dette à long terme	<u>10,000,000</u>	<u>15,000,000</u>
Produit de l'émission d'actions privilégiées	—	1,000,000
Produit de l'émission d'actions ordinaires	—	9,990,000
Diminution (augmentation) de l'encaisse et effet à recevoir	576,367	(521,536)
Autres postes, montant net	<u>63,563</u>	<u>(155,751)</u>
	<u>\$16,909,400</u>	<u>\$26,862,517</u>



## CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

### Notes aux états financiers

31 décembre 1977

---

#### 1. Principales conventions comptables

a) Détermination des revenus bruts d'exploitation

La Compagnie détermine les revenus bruts d'exploitation sur les prêts accordés à des entreprises suivant la méthode de l'intérêt simple calculé sur les soldes décroissants.

Les revenus de location non gagnés représentent l'excédent du montant brut à recevoir des contrats de location sur le coût des éléments d'actifs loués, déduction faite de leur valeur résiduelle estimative. Ces revenus sont inscrits aux livres lorsque le contrat entre en vigueur et sont portés aux revenus en montants mensuels directement proportionnels au solde résiduel du placement non recouvré dans l'actif relatif à la location.

b) Provision pour pertes éventuelles

Les prêts consentis et déboursés ainsi que les montants à recevoir en vertu de contrats de location sont révisés mensuellement par l'administration. Les pertes encourues et estimées, incluant les frais de liquidation, sont radiées dans la période. C'est aussi la politique de la Compagnie d'établir une provision pour pertes éventuelles sur les prêts et les contrats de location en cours.

c) Amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée économique prévue pour le mobilier et l'équipement et sur la durée du bail pour les améliorations locatives.

d) Frais d'émission de la dette à long terme

L'escompte et les frais relatifs à l'émission de la dette à long terme sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'émission.

e) Impôts sur le revenu reportés

Les impôts sur le revenu reportés représentent les impôts correspondant à l'écart relatif à l'amortissement des frais d'émission de la dette à long terme ainsi qu'aux écarts entre les revenus de location et l'allocation du coût en capital.

#### 2. Prêts consentis et déboursés

La dette des emprunteurs est représentée par des hypothèques, obligations, débentures ou contrats de prêts garantis par des charges spécifiques et/ou flottantes et/ou des cautionnements. Les prêts à recevoir ne sont pas considérés comme rapidement négociables et échoient sur des périodes d'une durée maximum de 15 ans dont environ \$3,550,000 échoient au cours des douze prochains mois.

La Compagnie avait consenti des prêts non déboursés en fin d'exercice pour un montant de \$10,265,795 dont \$200,000 était sujet à acceptation par les requérants.



### 3. Location

Du montant brut à recevoir aux termes des contrats de location pour un total de \$1,625,061 une somme de \$228,890 échoit au cours des douze prochains mois.

### 4. Dette à long terme

	<u>1977</u>	<u>1976</u>
Billets garantis		
Série A, 10 <sup>1</sup> / <sub>4</sub> %, échéant le 15 décembre 1981	<b>\$ 9,250,000</b>	\$ 9,250,000
Série B, 10 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> %, échéant le 15 décembre 1986	<b>5,750,000</b>	5,750,000
Série C, 9 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> %, échéant le 15 juillet 1982	<b>5,000,000</b>	—
Série D, 10%, échéant le 15 juillet 1987	<b>5,000,000</b>	—
	<u><b>\$25,000,000</b></u>	<u><b>\$15,000,000</b></u>

Les exigences maxima des fonds de remboursement et le montant maximum requis pour rencontrer l'échéance des billets garantis au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

	<i>Exigences maxima des fonds de remboursement</i>	<i>Échéance</i>	<i>Total</i>
1978	\$1,000,000	\$ —	\$1,000,000
1979	500,000	—	500,000
1980	500,000	—	500,000
1981	315,000	8,510,000	8,825,000
1982	215,000	4,500,000	4,715,000

### 5. Événement subséquent

Aux termes d'un contrat daté du 18 janvier 1978, la Compagnie a convenu de vendre à Lévesque, Beaubien Inc. et Nesbitt Thomson Valeurs Limitée \$10,000,000, valeur nominale, de débentures 10%, série A, échéant le 15 février 1984, à un prix équivalant à 97.75% de leur valeur nominale, plus l'intérêt couru à la date de livraison. Les frais de cette émission sont estimés à \$60,000.

### 6. Chiffres comparatifs

La présentation de certains postes de l'exercice précédent a été modifiée en fonction de celle de l'exercice courant.

## Diversification des actifs

au 31 décembre 1977 (y compris engagements)

### Répartition par activité économique

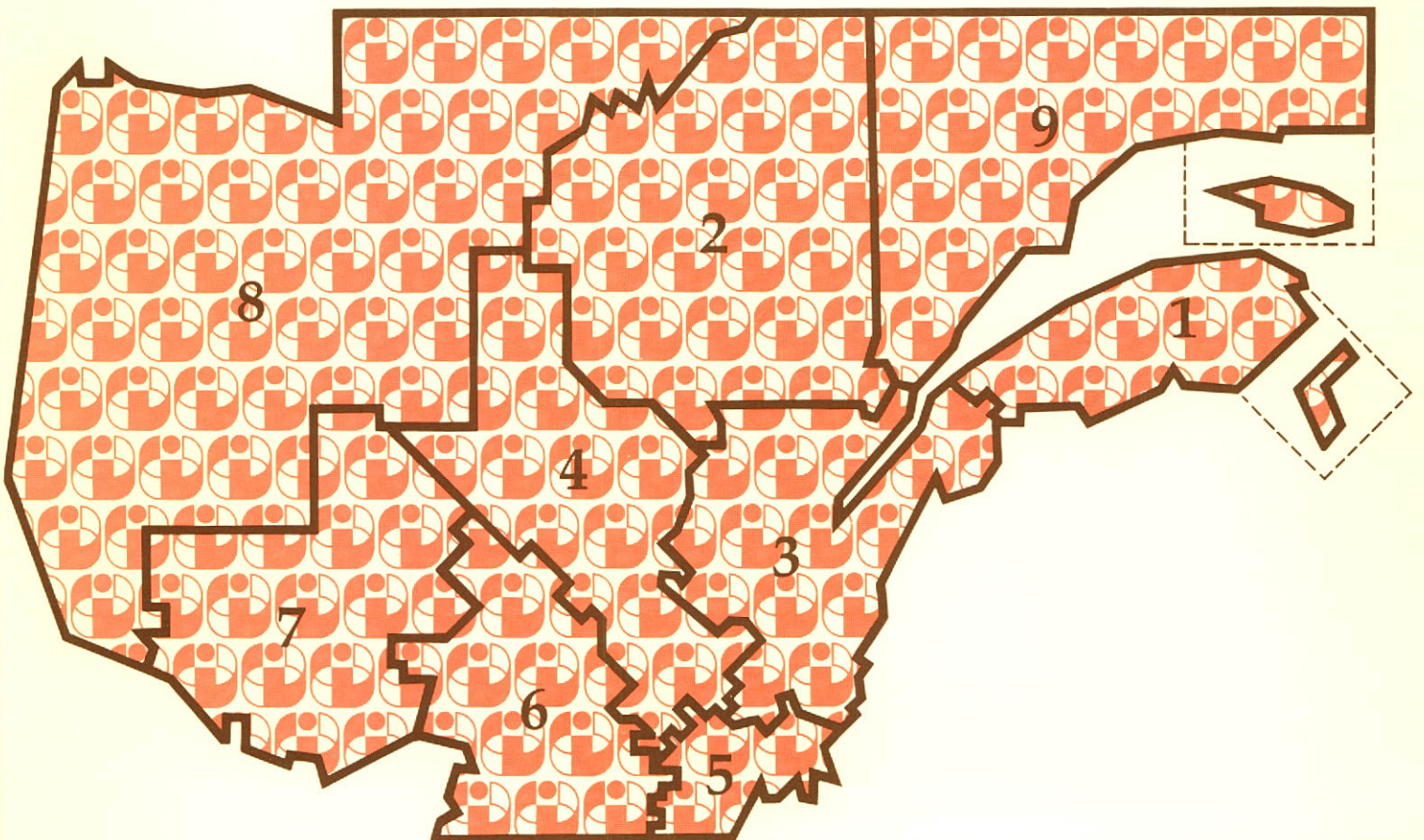
	1977		1976	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Fabrication</b>				
Aliments et boissons	16	\$11,024,738	9	\$ 4,956,700
Matières plastiques	3	673,000	1	460,000
Textile et vêtement	1	56,775	1	60,325
Industries du bois	7	3,125,500	5	2,151,100
Industries du meuble	8	2,047,620	7	1,908,950
Industrie du papier	4	3,365,130	2	1,750,000
Édition et impression	4	1,366,200	2	1,192,400
Produits métalliques	16	4,140,434	12	3,250,182
Machinerie et outillage	3	1,112,000	2	1,121,000
Matériel de transport	5	565,000	5	592,220
Appareils électriques	2	242,250	1	116,000
Produits minéraux non métalliques	3	1,122,000	1	390,000
Industries chimiques	6	1,395,375	3	708,475
Fabrication diverse	8	4,187,720	4	1,182,460
<b>Commerce</b>				
Commerce de gros	10	2,497,425	8	2,334,675
Commerce de détail	19	3,407,177	14	2,249,084
<b>Services</b>				
Divertissements, loisirs, buanderies et autres	6	4,129,753	4	3,881,400
Hébergement et restauration	10	3,187,623	4	1,409,220
<b>Carrières et sablières</b>	1	352,000	1	400,000
<b>Industrie de la construction</b>	17	3,756,367	9	1,582,530
<b>Transport</b>	4	801,000	2	516,000
<b>Agences d'assurance et d'immeuble</b>	10	1,453,800	4	937,610
	<u>163</u>	<u>\$54,008,887</u>	<u>101</u>	<u>\$33,150,331</u>



## Répartition géographique

### Régions administratives du Québec

Régions administratives du Québec	1977		1976	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bas St-Laurent — Gaspésie	5	\$ 4,490,719	4	\$ 2,368,700
2 Saguenay — Lac St-Jean	3	542,180	2	437,640
3 Québec	31	6,972,323	18	4,554,250
4 Trois-Rivières	20	7,848,090	16	6,433,975
5 Cantons-de-l'Est	6	2,476,200	4	858,200
6 Montréal	91	29,956,575	51	16,820,466
7 Outaouais	5	850,800	5	938,700
8 Nord-Ouest	2	872,000	1	738,400
9 Côte-Nord	—	—	—	—
	<u>163</u>	<u>\$54,008,887</u>	<u>101</u>	<u>\$33,150,331</u>



\*A.-Hervé Hébert, *président*  
Président,  
Fiducie du Québec

\*Guy Bernier, *vice-président*  
Président,  
Union régionale de Montréal des  
Caisses populaires Desjardins

\*Henri-Paul Trudel, *trésorier*  
Directeur général,  
Union régionale de Trois-Rivières des  
Caisses populaires Desjardins

\*Michel-F. Bélanger  
Président et chef de la direction,  
Banque Provinciale du Canada

Raymond Blais  
Directeur général,  
Union régionale de Québec des  
Caisses populaires Desjardins

Paul R. Charbonneau  
Directeur général,  
Union régionale de Joliette des  
Caisses populaires Desjardins

Denis Frenière  
Directeur général,  
Union régionale de St-Hyacinthe des  
Caisses populaires Desjardins

Pierre Goyette  
Vice-président aux finances,  
Consolidated-Bathurst Limitée

\*Gilles Handfield  
Vice-président exécutif,  
Crédit Industriel Desjardins Inc.

François R. Richard  
Directeur général,  
Union régionale de Montréal des  
Caisses populaires Desjardins

Lucien Viau  
Conseiller en administration

Gilles Handfield  
*Vice-président exécutif*

Robert Lalande  
*Secrétaire*

Richard Jacques  
*Trésorier adjoint*

Jacques Cloutier  
*Directeur, succursale de Montréal*

Gilles Desharnais  
*Directeur, succursale de Québec*

**Banquier**

Banque Provinciale du Canada

**Vérificateurs**

Maheu, Noiseux & Associés

**Registraire et agent de transfert**

Fiducie du Québec

**Siège social**

1, Complexe Desjardins  
Montréal, Québec H5B 1B2

**Succursales**

Montréal:  
1, Complexe Desjardins  
Bureau 1222  
Montréal, Québec H5B 1B2  
Téléphone: 281-7650  
Ligne directe: 1-800-361-8421

Québec:  
925, chemin St-Louis  
Bureau 32  
Québec G1S 1C1  
Téléphone: (418) 687-3073

\*Membre du comité exécutif





**desjardins**



**mouvement  
des caisses populaires  
desjardins**